

Colloque IdA-EU-LAC 2017

La Caraïbe dans la relation stratégique UE-CELAC

Paris, 01 juin 2017



Appel à communications

Présentation du colloque IdA-EU-LAC

Dans le cadre de leur partenariat stratégique, la Fondation Union Européenne – Amérique latine et Caraïbe (EU-LAC) et l'Institut des Amériques (IdA) organisent chaque année, à l'occasion de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes en France et avec l'appui du Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international et la Commission Européenne, un colloque destiné à valoriser et renforcer la relation bi-régionale.

En 2017, le colloque interdisciplinaire IdA-EU-LAC est organisé conjointement avec le Centre Montesquieu de Recherches Politiques de l'Institut de Recherche Montesquieu (IRM-CMRP) de l'Université de Bordeaux, institution membre de l'IdA. Il constituera un événement à forte visibilité qui réunira chercheurs, responsables publics, représentants d'organisations internationales et acteurs du secteur privé dans le but d'aborder, dans une perspective caribéenne, latino-américaine et européenne, des problématiques liées aux rapports commerciaux, culturels, géopolitiques et scientifiques entre la Caraïbe, l'Amérique latine et l'Europe.

Les précédentes éditions du colloque IdA-EU-LAC ont porté sur :

[Intégration régionale et relations bi-régionales UE – ALC \(2012\)](#), [Infrastructures et intégration UE-ALC \(2013\)](#), [Villes durables et intelligentes \(2014\)](#), [Europe - Amérique latine et Caraïbe : regards croisés sur l'enjeu climatique, du local au global \(2015\)](#), [Management interculturel et les affinités électives entre l'Europe, l'Amérique latine et la Caraïbe pour contribuer à un développement durable \(2016\)](#)

Colloque IdA-EU-LAC 2017

Responsables scientifiques :

- Eric Dubesset, Centre Montesquieu de Recherches Politiques de l'Institut de Recherche Montesquieu (IRM-CMRP), Université de Bordeaux
- Carlos Quenan, Institut des Amériques
- Antonio Romero, Chaire des études caribéennes, Université de la Havane

1. Contexte

En s'appuyant sur l'existence de liens historiques, sociaux et économiques forts et d'une communauté de valeurs, l'Amérique latine, la Caraïbe et l'Union Européenne (UE) ont initié, lors du Premier Sommet de Río de Janeiro en 1999, un processus dit 'd'association stratégique bi-régionale'. Visant, entre autres objectifs, un dialogue politique dynamique et la création d'un vaste espace de libre-échange entre les deux régions, ce projet ambitieux s'est renforcé, en 2010, avec la fondation de la Communauté des Etats Latino-américains et de la Caraïbe (CELAC). Conçue comme une plateforme politique régionale regroupant trente-trois Etats du continent américain, la CELAC est devenue l'interlocuteur de l'UE dans l'association bi-régionale.

Face aux multiples défis environnementaux et économiques qu'ils rencontrent dans le contexte actuel de la mondialisation, les Etats hispanophones, anglophones, francophone (Haïti) et néerlandophone (Surinam) de la Caraïbe sont parties prenantes de ce consortium. Leur exposition aux catastrophes naturelles, la faiblesse de leurs échanges régionaux, de leurs niveaux de production et d'exportation, ainsi que leur forte dépendance et extroversion économiques sont autant d'obstacles à leur développement et à leur intégration à l'économie mondiale. La réduction de leurs vulnérabilités et la valorisation, à l'international, de leurs savoir-faire dans différents secteurs (téléphonie, fibre optique, énergies vertes, télédétection, infrastructures portuaires, tourisme, finance) passent nécessairement par une insertion concertée.

Dans le contexte de changements globaux et régionaux auquel s'ajoute le processus de consultation post-Cotonou, il convient donc de s'interroger sur l'évolution de la place et de la participation des Etats de la Caraïbe dans les mécanismes de coopération de la CELAC avec l'UE. Les participants au colloque seront ainsi invités à prendre l'exacte mesure des enjeux d'une plus grande implication des Etats caribéens dans la relation stratégique bi-régionale. Pour ce faire, il s'agira d'envisager notamment comment la participation des Etats caribéens pourrait être renforcée dans un futur proche, et quels pourraient être les mécanismes adéquats pour y parvenir.

2. Objectifs

L'objectif principal de ce colloque est de contribuer à la connaissance et à la réflexion sur les enjeux et le potentiel d'une plus grande inclusion et participation de la Caraïbe dans les processus d'association stratégique entre l'UE et la CELAC. A partir des caractéristiques géographiques, historiques, sociales, économiques et politiques des différents pays et territoires caribéens, ainsi qu'en s'appuyant sur la littérature académique la plus récente et en favorisant le dialogue entre étudiants, chercheurs, décideurs politiques et représentants d'organismes internationaux et du secteur financier et privé, il s'agira d'analyser et d'évaluer :

- les transformations des sociétés et des cultures caribéennes au fil de la mondialisation ;
- les principaux défis auxquels est confronté l'Espace caribéen en matière de développement économique et d'insertion internationale ;
- les options politiques qui permettent de vaincre les obstacles imposés par la vulnérabilité économique et environnementale dans le contexte actuel de la mondialisation ;
- les ressources, atouts et expériences fructueuses, en termes de développement durable et de justice sociale notamment, que peuvent offrir les Etats et territoires caribéens pour contribuer à la consolidation de l'association bi-régionale UE-CELAC ;
- les opportunités et synergies susceptibles d'optimiser les bénéfices de la coopération entre les pays de la Caraïbe, de l'Amérique latine et de l'Union Européenne, notamment en termes d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ;
- les possibilités issues du processus d'association stratégique bi-régionale exprimées dans les Déclarations et Plans d'Action des Sommets UE-CELAC afin d'accroître la participation de la Caraïbe dans le partenariat UE-CELAC.

3. Questions (non limitatives) à aborder au cours du colloque

- Quels sont les défis et opportunités d'un nouvel accord avec les pays de la Caraïbe dans le cadre du processus post-Cotonou ?
- Comment rendre l'agenda UE-CELAC plus inclusif et bénéfique pour les Etats caribéens ?
- Comment les Etats caribéens peuvent-ils à leur tour intensifier leur implication dans le processus d'association bi-régionale ?
- Dans quelle mesure cette région située au confluent des Amériques (anglo-saxonne et latine) et de l'Europe, peut-elle contribuer, dans son unité, sa diversité et ses interactions, au renforcement du processus coopératif bi-régional ? Comment peut-elle atteindre ses objectifs en matière de développement économique et d'insertion internationale ?
- Comment dépasser les obstacles imposés par la vulnérabilité économique et environnementale ?
- Quels atouts et outils devraient être mis au service de la consolidation des relations commerciales, du dialogue politique et de la coopération avec les pays caribéens, latino-américains et européens ?

- Dans leur quête d'un rôle sur la scène internationale et dans la perspective des négociations sur la coopération renforcée entre l'UE et les Etats caribéens dans le contexte post-Cotonou, les seize pays caribéens du Groupe ACP ont-ils la capacité de faire émerger collectivement de nouvelles synergies avec l'Europe et l'Amérique latine ?
- Quels pourront être les impacts des événements politiques récents comme, par exemple, les changements à l'œuvre à Cuba, le nouveau gouvernement aux Etats-Unis et l'Union européenne 'post-Brexit', sur la région caribéenne et les rapports UE-CELAC ?
- Du côté des collectivités territoriales françaises d'Amérique, la récente évolution statutaire ou institutionnelle permettant à la Martinique et à la Guyane de mener des actions extérieures en direction des pays et territoires voisins, est-elle propice à une ouverture de nouveaux partenariats de développement entre les deux ensembles régionaux ?

4. Programme provisoire du colloque

Le colloque sera organisé, en conférences magistrales et en panels, autour de trois grands axes thématiques, regroupant les thèmes indicatifs suivants :

1. Identités, Relations internationales et géopolitique de la Caraïbe (Thématiques à aborder principalement dans la session inaugurale)

- Sociétés et cultures caribéennes aux défis de la mondialisation
- Panorama actuel des études caribéennes dans les pays de l'UE et de la CELAC
- Place de la Caraïbe dans les échanges mondiaux
- Internationalisation des firmes et des productions caribéennes
- Histoire contemporaine des relations entre la Caraïbe, l'Amérique latine et l'Europe
- Enjeux géopolitiques et géostratégiques Caraïbe/Amérique latine/Europe
- Présence et perception de la Caraïbe dans les discours politiques en Amérique latine et en Europe
- Impacts du Brexit dans la Caraïbe (notamment anglophone)
- Nouvelle donne Etats-Unis/Caraïbe
- Reconfiguration des relations Caraïbe/Asie

2. Renforcement des mécanismes de coopération régionale

- Les Régions Ultrapériphériques (RUP) et les processus de coopération et d'intégration régionales
- Possibilités pour les Collectivités territoriales françaises des Amériques d'adhérer à des organisations régionales
- Nouvelles normes et formes de régulations juridiques régionales (ex. Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires dans la Caraïbe - OHADAC)
- Lutte coordonnée contre les illégalismes (évasion fiscale, pavillons de complaisance, narcotrafic, trafic d'armes)

- Coopérations sectorielles et régionalisation (conservation de la biodiversité comme facteur de coopération régionale, nouveaux programmes d'échanges universitaires et de coopérations scientifiques, coopération militaire et défense, ONG)
- Participation des jeunes dans les processus de régionalisation
- Stratégie d'intervention d'institutions financières multilatérales et bilatérales (comme l'Agence Française de Développement, Banque Interaméricaine de Développement, Corporación Andina de Fomento, Banco Caribeño de Desarrollo, CEPAL, etc.)

3. Evaluations sur les accords de coopération bi-régionale

- Principaux accords de coopération et programmes d'association développés entre les Etats de la Caraïbe, la CELAC et l'UE, et entre ces deux dernières
- Complémentarités et synergies possibles entre les Etats membres du CARIFORUM et les autres membres de la CELAC
- Enjeux des consultations sur les Accords de coopération post-Cotonou en 2020

4. Impacts attendus

- Rapprochement entre le monde universitaire, les acteurs du monde politique, diplomatique, économique et de la société civile, autour des questions spécifiques formulées ; celles-ci pouvant être ensuite transférées au niveau intergouvernemental pour être prises en compte dans la préparation du prochain Sommet CELAC-UE qui aura lieu au Salvador, de même que lors des négociations post-Cotonou
- Visibilité de la thématique et contribution à l'avancée du débat en relation avec les questions abordées
- Promotion et couverture médiatique du colloque, via la presse et Internet, pour accroître la visibilité internationale de l'association stratégique bi-régionale UE-CELAC et de la situation particulière des pays caribéens
- Participation de doctorants et jeunes chercheurs
- Publication des actes du colloque

INFORMATIONS PRATIQUES

Toutes les informations seront disponibles sur le site internet suivant:

<http://ida-eulac2017.jimdo.com>

Lieu et date :

Jeudi 1^{er} juin 2017

Paris, France.

Langues :

Les communications écrites et les présentations seront en anglais, espagnol, français ou portugais.

Exigences pour les participants qui souhaitent présenter une analyse dans un panel académique:

Les communications comporteront les éléments suivants :

- titre de la communication, auteur(s), institution(s) de rattachement, courriers électroniques ;
- un résumé compris entre 200 et 300 mots présentant la problématique abordée, la méthodologie adoptée et les principaux résultats ;
- une notice biobibliographique (deux pages maximum).

Elles doivent être adressées, **avant le 20 février 2017 (00h00)**, en anglais et dans la langue d'origine (espagnol, français ou portugais) à :

- Eric Dubesset (eric.dubesset-pascual@u-bordeaux.fr)
- Carlos Quenan (quenan@wanadoo.fr)
- Daniel Iglesias (daniel.iglesias@univ-lille3.fr)
- Juliette Sérafini, Institut des Amériques (international@institutdesameriques.fr)

Calendrier :

- **janvier 2017** : diffusion de l'appel à communications
- **20 février 2017** : date de remise des résumés
- **27 février 2017** : acceptation des résumés
- **31 mars 2017** : réception des communications définitives

Comité organisateur :

- Eric Dubesset, Centre Montesquieu de Recherches Politiques de l'Institut de Recherche Montesquieu (IRM-CMRP), Université de Bordeaux
- Carlos Quenan, Institut des Amériques (France), Vice-président
- Alain Musset, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)
- Alejandro E. Gomez, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3
- Daniel Iglesias, Université Lille 3
- Antonio Romero, Université de la Havane